



Du registre aux délibérations du CONSEIL COMMUNAL de cette Commune a été extrait ce qui suit

SÉANCE PUBLIQUE du jeudi 6 novembre 2025

PRÉSENTS : GODFRIAUX J., Bourgmestre-Président;
DAMS J., FLABAT A., D'HOOGE L., MARCHAND L., Echevins;
PAYE D., Présidente du CPAS;
ANTOINE A., BIDOUL V., DARDENNE M., RIGO E., SEVERIN D.,
HEMPTINNE M., SILLIEN-MOLS I., DETHIER M-F, THIRION T., PIERARD
C., KRIREM C., Conseillers communaux;
THIBEAUX S., Directrice générale;

EXCUSÉ(S) : ALDRIC J-M., NOËL J., DRAUX V., GLORIA E., Conseillers communaux;

Objet : Redevance communale pour la mise en location de cabanons lors
d'événements organisés par la Commune - Exercices 2026 à 2031 inclus -
Règlement - Établissement -

Le Conseil :

- Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;
- Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;
- Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 ;
- Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de redevances communales ;
- Considérant l'organisation récurrente d'événements festivals à Perwez depuis 2010 ;
- Considérant que la Commune dispose de 9 cabanons de 2,35 m x 3 m ;
- Considérant que ces cabanons de réception seront mis à la disposition des producteurs, artisans, traiteurs et des associations locales ;
- Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;
- Vu le Règlement d'Ordre Intérieur relatif à la mise en location de cabanons lors d'événements organisés par la Commune ;
- Considérant les propositions de tarification, inchangées par rapport à ce qui existait auparavant, à savoir :
 - o 50,00 € par week-end et par cabanon (électricité comprise) pour les artisans et associations ne vendant pas de produits à boire ni à manger,
 - o 150,00 € par week-end et par cabanon (électricité comprise) pour les occupants vendant des boissons et aliments,
 - o 300,00 € de caution par cabanon et par événement ;
- Considérant qu'il convient, dès lors, d'établir un règlement pour la mise en location de ce type de matériel, ainsi qu'un règlement d'utilisation et d'occupation des cabanons ;

- Vu la communication du dossier à Madame Stéphanie DE WACHTER, Directrice financière, faite en date du 20 octobre 2025 conformément à l'article L1124-40 §1, 3° et 4° du CDLD ;
- Considérant l'avis de légalité favorable n°SDW25/081 du 22 octobre 2025 de Madame Stéphanie DE WACHTER, Directrice financière ;
- Entendu la présentation de Monsieur Jordan GODFRIAUX, Bourgmestre ;
- Sur proposition du Collège communal ;
- Après en avoir débattu et en toute connaissance de cause ;

DECIDE par 12 voix POUR (BIDOUL V., DAMS J., D'HOOGHE L., FLABAT A., GODFRIAUX J., HEMPTINNE M., KRIREM C., MARCHAND L., PAYE D., RIGO E., SEVERIN D., THIRION T.), 5 voix CONTRE (ANTOINE A., DARDENNE M., DETHIER M-F, PIERARD C., SILLIEN-MOLS I.) et 0 abstention(s) :

Article 1^{er} : D'adopter un règlement établissant une **redevance sur la mise en location de cabanons lors d'évènements organisés par la Commune** rédigé comme suit : **TITRE 1 – PRINCIPES**

Article 1^{er} : Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la mise en location de cabanons lors d'évènements organisés par la Commune à la demande de professionnels commerçants, artisans, producteurs et traiteurs ainsi que des associations culturelles locales ou caritatives.

TITRE 2 – REDEVANCE

Article 2 : La redevance est fixée et composée comme suit :

- 50,00€ par week-end et par cabanon (électricité comprise) pour les artisans et associations ne vendant pas de produits à boire ni à manger
- 150,00 € par week-end et par cabanon (électricité comprise) pour les occupants vendant des boissons et aliments
- 300,00€ de caution par cabanon et par évènement

TITRE 3 – MODALITES DE RECOUVREMENT

Article 3 : La redevance est payable au comptant contre remise d'une quittance.

Article 4 : A défaut de paiement à l'échéance, conformément à l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 15,00 €. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel

Article 5 : Les clauses relatives au recouvrement de la redevance sont celles de l'article L1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Dans les cas non prévus par cette disposition, le recouvrement sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes

Article 6 : En cas de réclamation celle-ci doit, à peine de nullité, être introduite par écrit à l'attention du collège communal, rue Emile de Brabant 2 à 1360 PERWEZ.

Pour être recevable, la réclamation doit être motivée, datée et signée par le réclamant et introduite dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date du paiement de la redevance sous peine de déchéance et mentionner :

- Les noms, qualité, adresse ou siège social du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Article 7 : Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de PERWEZ ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;

- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'État ;
- méthode de collecte : déclaration ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la commune.

Article 2 : Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 3 : Un recours en annulation contre le présent règlement peut être introduit devant le Conseil d'Etat. La requête (en suspension ou en annulation) doit être expédiée dans un délai de 60 jours calculés « de jour à jour ». Le délai commence à courir à partir de la publication par la voie de l'affichage du règlement-taxe litigieux.

Article 4 : Le présent règlement sera transmis :

- au Gouvernement Wallon, conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation,
- au service Travaux et au service Festivités.
- à Madame Stéphanie DE WACHTER, Directrice financière.

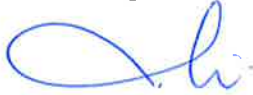
Par le Conseil,

La Directrice générale
(s) S. THIBEAUX

Le Bourgmestre,
J. GODFRIAUX

Pour extrait conforme,
délivré le 7 novembre 2025

La Directrice générale


Stéphanie THIBEAUX



Le Bourgmestre,

Jordan GODFRIAUX